



Florence ALBUGUES-MATHIEU et Emmanuel OLLIVIER

Notaires co-suppléants de la SCP

« Franck MATHIEU – Colette MATHIEU-BRISMEUR »

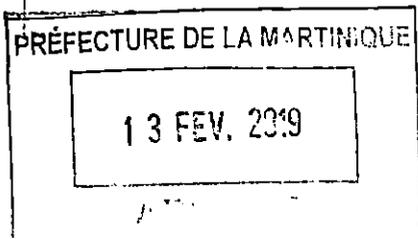
19, rue Victor Hugo

97200 FORT-DE-FRANCE

☎ 05.96.63.94.37 – Fax 05.96.72.65.67

Email : florencealbugues@notaires.fr emmanuel.ollivier@notaires.fr

Ouvert du lundi au vendredi de 8h à 16h sans interruption



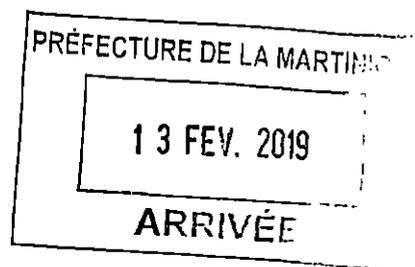
Monsieur Le Préfet de la Martinique
PREFECTURE DE LA MARTINIQUE
Service Publication
Rue Louis Blanc (Angle de la rue Félix Eboué)
BP 647/648
97262 FORT DE FRANCE

Fort-de-France, le 7 février 2019

NOTORIETE ACQUISITIVE BRISSAC Georgina (fille de BRISSAC Etiennette)
1004996 /EO /JP

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : **demande de publication d'un extrait d'acte de notoriété acquisitive**



Monsieur le Préfet,

Conformément aux dispositions de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 et de l'article 1er du décret numéro 2017-1802 du 28 décembre 2017, je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli, un extrait de l'acte de de notoriété acquisitive reçu par moi le **11 janvier 2019**.

Ledit extrait devra, être publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée de cinq année, conformément aux dispositions desdits articles figurant dans l'annexe ci-jointe.

Je vous remercie de bien vouloir en retour me faire parvenir le justificatif de cet affichage, au moyen de l'enveloppe pré-timbrée jointe.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Maître Emmanuel OLLIVIER

Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial
Membre d'une association agréée – Accepte le règlement des honoraires par chèques libellés en son nom
Ou par virement au RIB de l'Etude :

Code Banque 40031	Code Guichet 00001	N° de compte 0000202780 M	Clé RIB 76
IBAN :FR20 4003 1000 0100 0020 2780 M 76			
BIC : CDCG FR PP XXX			

ANNEXES

*Article 3-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 créée par l'article 117 de la loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au Livre Foncier.

L'acte de notoriété peut être établi par un notaire ou, à Mayotte, par le groupement en assure la publicité.

Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

*Article 1^{er} de la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété :

« Lorsqu'un acte notarié de notoriété porte sur un immeuble situé en Corse et constate une possession répondant aux conditions de la prescriptive acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière.

Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027. »

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

- Décret n°2017-1802 du 28 décembre 2017 relatif à l'acte de notoriété portant sur un immeuble situé en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Mayotte ou à Saint-Martin :

« Art 1^{er} – L'acte de notoriété constatant une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, mentionné aux articles 35-2 de la loi du 27 mai 2009 et 1^{er} de la loi du 6 mars 2017 susvisées comporte les éléments suivants :

1° L'identité de la personne bénéficiaire précisée conformément, pour une personne physique, aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret du 4 janvier 1955 susvisé et, pour une personne morale, aux dispositions du 1^{er} de l'article 6 de ce même décret, où à Mayotte, conformément aux dispositions des articles 64 et 65 du décret du 23 octobre 2008 susvisé ;

2° Les éléments d'identification de l'immeuble concerné, précisés conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 4 janvier 1955, ou à Mayotte, conformément aux dispositions des articles 67, 69 et 72 du décret du 23 octobre 2008 ;

3° Les témoignages et éléments apportant la preuve des actes matériels qui caractérisent une possession de l'immeuble concerné répondant aux conditions prévues par les articles 2261 et 2272 du code civil ;

4° La reproduction des dispositions du premier alinéa de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 susvisée, lorsque l'acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Guyane, ou de celles du premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 2017 susvisée, lorsque l'acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Corse.

Art. 2. – A l'initiative de la personne bénéficiaire ou, à Mayotte de la commission d'urgence foncière mentionnée à l'article 35-1 de la loi du 27 mai 2009 susvisée et, dès sa constitution, du groupement d'intérêt public mentionné à l'article 35 de la même loi, qui en assume alors les frais, l'acte de notoriété fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

1° Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ou, à Mayotte, inscription au Livre foncier ;

2° Affichage pendant trois mois en mairie, par les soins du maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de notoriété comprenant les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 4° de l'article 1^{er}. Cet extrait précise que le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil ;

3° Publication de l'extrait de l'acte de notoriété sur le site internet de la préfecture du lieu de situation de l'immeuble, pendant une durée de cinq ans ;

4° Publication de l'extrait d'acte de notoriété sur le site de la collectivité de Corse lorsque l'acte porte sur un immeuble situé en Corse.

L'accomplissement des mesures de publicité prévues aux 2° et 3° est certifié, selon le cas, par le maire ou le préfet.

L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1°, 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de notoriété mentionné à l'article 1^{er} peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 susvisée ou de l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 2017 susvisée.

Art.3.- Le décret du 23 octobre 2008 susvisé est ainsi modifié :

1° Après l'article 56, il est inséré un article 56-1 ainsi rédigé :

« Art. 56-1 – Sont déposés pour être inscrits sur le livre foncier les actes de notoriété mentionnés à l'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 le développement de l'outre-mer. »

2° Au premier alinéa de l'article 60, après les mots : « actes authentiques » sont insérés les mots « les actes de notoriété mentionnés à l'article 1-09 »

Art.4.- Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 ».

**Article 2261 du code civil modifié par l'article 2 de la loi n°2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile/*

« Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire ».

**Article 2272 du code civil modifié par l'article 2 de la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile :*

« Le délai de prescription requis pour acquérir la propriété immobilière est de trente ans.

Toutefois, celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble en prescrit la propriété par dix ans ».

Références : NOTORIETE ACQUISITIVE BRISSAC Georgina
1004996 /EO /JP

RECEPISSE D'AVIS DE PUBLICATION SUR LE SITE INTERNET DE LA
PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE

Destinataire du récépissé : Maître Emmanuel OLLIVIER, Notaire co-suppléant de la
Société Civile Professionnelle MATHIEU, MATHIEU-BRISMEUR à FORT DE
FRANCE (97200)

Le notaire est informé de ce que, suite à son courrier en date du 07 février 2019
contenant un extrait de l'acte de notoriété acquisitive reçu par lui le 11 janvier 2019,
la publication prescrite par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 35-2 de la loi du
27 mai 2009 et de l'article 2 du décret d'application n°2017-1802 du 28 décembre
2017, a été effectuée sur le site de la Préfecture de la Martinique à compter du

.....

Le
Signature

Cachet

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE
au profit de Madame Georgina BRISSAC**

Aux termes d'un acte reçu par Maître Emmanuel OLLIVIER, Notaire co-suppléant, nommé par ordonnance du Tribunal de Grande Instance de FORT-DE-FRANCE en date du 24 janvier 2018, pour suppléer la Société Civile Professionnelle dénommée « Franck MATHIEU, Colette MATHIEU-BRISMEUR » titulaire d'un Office Notarial à FORT-DE-FRANCE (Martinique) 19, rue Victor Hugo, le 11 janvier 2019,

Il a été constaté la prescription acquisitive au profit de :

Madame Georgina **BRISSAC**, sans profession, épouse de Monsieur Monique ERUAM demeurant à SAINTE-LUCE (97228) quartier Corps de Garde.
Née à SAINTE-LUCE (97228) le 1er août 1890.
De nationalité française.
Décédée à SAINTE-LUCE (97228) le 26 mai 1963.

Fille de :
Mademoiselle Etienne **BRISSAC**, cultivatrice, demeurant à SAINTE-LUCE (97228) quartier Corps de Garde.
Née à SAINTE-LUCE (97228) le 1er janvier 1870. Célibataire.
De nationalité française.
Décédée à SAINTE-LUCE (97228) le 03 février 1912.

Ayant eu la possession, à titre de véritable propriétaire, des biens immobiliers ci-après :

A SAINTE-LUCE (MARTINIQUE) 97228 Route de Corps de Garde.

Une parcelle de terre
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
I	1735	route de Corps de Garde	00 ha 07 a 12 ca

Etant ici précisé qu'il existe une maison d'habitation sur ladite parcelle.

Une parcelle de terre
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
I	1736	route de Corps de Garde	00 ha 16 a 17 ca

Etant ici précisé qu'il existe des constructions à usage d'habitation sur ladite parcelle.

Une parcelle de terre
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
I	1740	route de Corps de Garde	00 ha 17 a 42 ca

Une parcelle de terre
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
I	1745	quartier Corps de Garde	00 ha 10 a 36 ca

Une parcelle de terre
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
I	1720	Quartier Corps de Garde	00 ha 43 a 44 ca

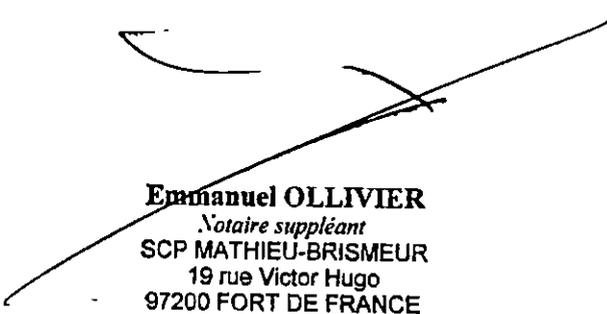
Que cette possession a eu lieu d'une façon paisible, publique et non équivoque et n'a été à aucun moment interrompue ni suspendue pour aucune des causes mentionnées par les articles 2242 et 2256 du Code Civil;

Que, par suite, toutes les conditions exigées par les articles 2261 et 2272 du Code Civil pour acquérir la propriété par prescription trentenaire ont été réunies au profit de Madame Georgina **BRISSAC** et avant elle sa mère Mademoiselle Etienne **BRISSAC**, et qu'en conséquence, elle doit être considéré comme propriétaire des terrains sus-désignés.

Reproduction premier alinéa article 35-2 Loi du 27 mai 2009

En vertu des dispositions de l'article 1er du décret numéro 2017-1802 du 28 décembre 2017 et de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 ci-dessous reproduit :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier. »



Emmanuel OLLIVIER
Notaire suppléant
SCP MATHIEU-BRISMEUR
19 rue Victor Hugo
97200 FORT DE FRANCE
emmanuel.ollivier@notaires.fr 0596639437